



Contributions de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes aux réflexions engagées sur l'avenir des professions libérales

Entretien avec Maître Brigitte LONGUET chargée par M. Herve NOVELLI, secrétaire d'Etat chargé du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et Moyennes Entreprises, du Tourisme, des Services et de la Consommation d'une mission concernant l'avenir des professions libérales.

Les délégations de compétences :

Les constats initiaux :

- Le vieillissement de la population et l'augmentation spectaculaire des pathologies chroniques.
- L'accroissement des besoins de soins délivrés par les professionnels de santé.
- La pénurie du nombre de professionnels de santé et notamment de médecins.

Face à ces problèmes, l'une des solutions pourrait consister à déléguer aux masseurs-kinésithérapeutes certaines tâches qui relèvent aujourd'hui de la compétence des médecins. Il s'agit d'une nécessité démographique mais également d'une nécessité économique, en raison des charges financières de l'Assurance Maladie.

Les masseurs-kinésithérapeutes pourraient devenir, pour certains actes, une profession à accès direct.

La formation initiale et continue :

Formation initiale :

Volonté de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes de donner au diplôme d'Etat (diplôme d'exercice) le niveau Master, compte tenu du volume des connaissances requises et de la corrélation avec la formation initiale équivalente des autres pays européens.

Proposition d'élargissement du *Numérus Clausus* de manière à répondre à la pénurie du nombre de masseurs-kinésithérapeutes.

La formation continue

Dans le cadre des réflexions sur la formation continue, l'Ordre a rappelé que l'obligation de formation continue était prévue par le code de déontologie (article R. 4321-62 CSP) et par la



loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) créant l'article L. 4382-1 CSP.

L'Ordre est chargé de veiller au respect de cette obligation de formation via le contrôle de l'insuffisante professionnelle et le contrôle du respect des dispositions du code de déontologie.

Les capitaux extérieurs :

La loi française permet aux membres des professions libérales et réglementées d'exercer au sein d'une forme de société dont les règles sont adaptées à la nature particulière de leur activité, au bénéfice de leurs clients ou patients : la société d'exercice libéral (SEL).

La plupart de ces sociétés doivent respecter un principe touchant à la propriété de leur capital puisque celui-ci doit être détenu à plus de 50 % par les professionnels qui y exercent, ou par d'autres membres de la profession, ou des sociétés constituées entre eux. Dans le secteur de la santé, ce minimum de détention s'élève à 75 %. Seul le solde peut donc être détenu par des capitaux dits « extérieurs ».

L'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes souhaite le maintien de cette limite. Il souhaite également que les prises de participations soient limitées en nombre de cabinets.

Problématique des maisons de santé pluridisciplinaires :

La loi a prévu la création de maisons de santé pluridisciplinaires. Ces maisons peuvent être créées et financées par les collectivités territoriales qui les mettent à la disposition des professions libérales, gratuitement ou contre un modeste loyer. 3000 créations sont annoncées. L'importance de ce chiffre laisse penser qu'il ne s'agit plus de répondre à une insuffisance de l'offre de soins dans certaines zones géographiques. Les motivations sont autres. Elles pourraient s'avérer particulièrement désavantageuses et pénalisantes pour les professionnels de santé, libéraux, installés.

Ces pratiques soulèvent un certain nombre de difficultés.

La première est celle relative aux modalités de choix des professionnels de santé qui vont intégrer ces structures d'exercice.

La seconde est celle relative à la concurrence que peuvent porter ces structures aux cabinets existants dans la même commune.

Elles méritent d'être mieux encadrées afin d'éviter l'émergence de pratiques pouvant être considérées comme anticoncurrentielles.



La définition des professions libérales :

A ce jour, aucune définition juridique n'existe dans le droit interne. La seule définition connue est celle prévue par la directive 2005/36/CE du parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Une profession libérale est définie comme : « Toute profession exercée sur la base de qualifications professionnelles appropriées, à titre personnel, sous sa propre responsabilité et de façon professionnellement indépendante, en offrant des services intellectuels et conceptuels dans l'intérêt du client et du public ».

Cette définition mériterait d'être précisée.

Il serait alors plus aisé de faire la distinction entre les personnes relevant des professions libérales et celles relevant du statut de l'auto-entrepreneur.

La simplification des démarches administratives pour les professions libérales :

Il serait souhaitable d'engager une réflexion, puis des modifications, afin de permettre une simplification des démarches administratives des professionnels libéraux sur le modèle de ce qui a été fait pour les auto-entrepreneurs. Pour mémoire, les auto-entrepreneurs bénéficient d'une adhésion simplifiée, d'une déclaration du chiffre d'affaire, d'une déclaration et d'un paiement des cotisations, le tout par Internet.

Dans ce cadre, l'accès au crédit pourrait être facilité pour les professionnels de santé qui souhaitent exercer leur activité en tant que professionnels de santé libéraux. La création de taux de crédits préférentiels pourrait ainsi être envisagée.

La coexistence entre le modelage et le massage :

L'article 38 de la loi du 2 août 2005 est venu modifier l'article 16 de la loi du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat en ajoutant, à l'activité de soins esthétiques, celle des modelages esthétiques de confort sans finalité médicale.

Les esthéticiennes se sont ainsi vues réserver l'utilisation du terme « modelage » (à finalité purement esthétique) alors que le massage (à but thérapeutique ou non) demeure réservé aux masseurs-kinésithérapeutes.

Un accord a récemment été entériné par le Ministère de la santé et des sports, en présence de toutes les parties concernées, sur la définition du modelage.



Cette définition doit maintenant être intégrée dans le droit positif.

Nous souhaitons que les pouvoirs publics puissent ensuite lutter efficacement contre la multiplication des pratiques professionnelles qui viendraient concurrencer l'activité des professions réglementées, notamment sur l'activité du massage et du modelage, souvent pratiquées par des professionnels qui ne disposent ni de la formation ni des diplômes requis.

Les professions libérales et la réforme de la taxe professionnelle :

La taxe professionnelle est en cours de suppression. Elle serait remplacée par une contribution économique territoriale (CET) qui ne profiterait pas aux contribuables imposés au régime des BNC et employant moins de 5 salariés : donc la majorité des membres des professions libérales.

Le système mis en place introduit des discriminations au sein d'une même profession et plus précisément entre les petits cabinets libéraux et les structures plus importantes.

La représentation des professions libérales :

Alors qu'elles représentent un poids économique important, les professions libérales demeurent sous représentées. Il serait souhaitable de renforcer leur représentation au sein des différentes institutions.

A titre d'exemple, le Conseil économique, social et environnemental compte seulement quatre représentants des professions libérales (un architecte, un médecin, un pharmacien et un avocat) sur 231 conseillers.